

UNITÉ, REVENDICATIONS INDEPENDANCE SYNDICALE (URIS)

Contribution au rapport d'activité académique

L'heure est à la grève et à l'action pour les revendications :
LES ELEVES DOIVENT AVOIR TOUTES LEURS HEURES DE COURS,
EN PRESENTIEL, DANS DES CLASSES A FAIBLES EFFECTIFS,
RECRUTEMENT DE DIZAINES DE MILLIERS D'ENSEIGNANTS,
LE BAC DOIT REDEVENIR UN EXAMEN TERMINAL ET
NATIONAL, PREMIER GRADE UNIVERSITAIRE.

Répetons-le, depuis notre dernier congrès de mars 2018, le gouvernement et le ministre Blanquer ont mené une offensive très brutale contre notre métier, notre statut, et contre l'école.

Face à la crise sanitaire, au printemps 2020 il n'y avait pas de masques, en 2021 il n'y a pas de vaccins. Le gouvernement a une autre priorité, la bonne santé des grandes entreprises.

En novembre Blanquer, à la demande des responsables du SNES, a autorisé chaque lycée de ne garantir que 50% de cours « en présentiel » pour chaque élève. Autrement dit, après un 3^{ème} trimestre sacrifié l'an dernier, la moitié des cours a été supprimée cette année pendant des semaines. S'agit-il d'un « recul » du ministre qui aurait été « contraint de répondre aux enseignants » (CA SNES Versailles du 16 novembre), **NON**. Peut-on demander « un aménagement des programmes », comme le mentionne le rapport d'activité national (p.8) qui participerait de la dislocation de l'enseignement public ?

Nous refusons de choisir entre la sécurité sanitaire et assurer TOUS les cours de nos élèves ? C'est un choix impossible qui a abouti à une explosion des inégalités entre établissements assurant 50% des cours en présentiel et d'autres assurant 100 % des horaires.

Le ministre Blanquer a délibérément choisi de faire exploser le cadre national des horaires et des programmes. Il sacrifie l'avenir de la jeune génération pour la livrer aux petits boulots déqualifiés, Uberisés.

Peut-on demander, comme vient de le faire un communiqué national du SNES, l'extension de ce dispositif aux collèges, alors que les enseignants comme tous les personnels veulent les moyens nécessaires en postes, en locaux, tout de suite, pour tout simplement pouvoir travailler.

Les élèves restent entassés dans des établissements bondés comme au lycée F Villon des Mureaux et à

Mantes la Jolie où le rectorat prévoit la fermeture de deux petits collèges (Chénier et Cézanne) de 300 élèves, pour entasser les 600 élèves dans un collège dit d'excellence.

Cela ne peut pas durer ainsi. L'heure est à l'action. La grève a été massive le 10 novembre tout comme les manifestations pour le retrait du projet de loi sécurité globale.

Peut-on espérer faire reculer Blanquer avec le calendrier des journées d'action qui se profilent ? 21 janvier grève dans le secteur de la santé, le 26 janvier dans l'éducation, le 28 dans l'énergie et le 4 février journée d'action interprofessionnelle. Beaucoup de syndiqués se souviennent que la succession de journées d'action pour le retrait de la réforme des retraites n'avait pas permis de faire reculer le gouvernement.

Il est urgent que la FSU s'adresse tout de suite aux autres fédérations pour que se réalise l'unité pour revendiquer :

- **Plan d'urgence de recrutement de dizaines de milliers d'enseignants pour alléger les effectifs sans léser les élèves, et permettre le maintien de toutes les heures de cours et l'étude complète des programmes, avec la réquisition des locaux nécessaires**
- **Maintien de notre statut, respect de la liberté pédagogique individuelle de chaque enseignant,**
- **Revalorisation oui, mais non à des « contreparties », non à de nouvelles contraintes, ni « collectifs de travail » obligatoires, ni réunionite, ni nouvel échelon hiérarchique,**
- **Abrogation des réformes du lycée et du bac, retour à des épreuves terminales, nationales et anonymes, premier grade universitaire, donnant accès à l'université, abrogation de Parcoursup.**

Pour tous contacts : jacklefebvre1@free.fr